Zeitschrift: Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse
Herausgeber: Union syndicale suisse
Band: 46 (1954)
Heft: 5

Artikel: Sommes-nous menacés d'une crise économique?
Autor: Weber, Max
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-384858

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 15.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Sommes-nous menacés d'une crise économique ?

Par *Max Weber*

Les moins de trente ans ne connaissent les crises économiques que par ouï-dire. Ils n'ont jamais vécu le chômage et ses conséquences. Depuis la fin de la guerre, notre pays connaît une période pour ainsi dire ininterrompue de plein emploi. C'est dire que le problème que posent les moyens de prévenir et de combattre les crises laisse indifférente une partie considérable de la population.

Et pourtant, depuis des mois, les menaces de crise sont à l'ordre du jour. Il est vrai que la discussion se limite pour l'essentiel aux économistes. Les premiers cris d'alarme ont été lancés aux Etats-Unis l'été dernier. Dans une étude publiée en juillet 1953, le professeur Haberler tentait de déceler les perspectives économiques aux Etats-Unis. Voici ses conclusions:

> Un fléchissement de l'activité économique paraît certain; il sera plus grave que le ralentissement noté en 1948/1949. — Cependant, on peut tenir pour exclu le retour d'une dépression analogue à celle des années trente.

Haberler s'est à tout le moins exprimé avec prudence. Son collègue, le professeur Colin Clark, a été plus net. Dans deux articles publiés en novembre dernier dans le *Manchester Guardian,* il sonne le glas de la prospérité et relève que l'évolution de l'économie américaine présente des signes alarmants, qu'elle risque d'avoir des conséquences graves pour d'autres pays — répercussions auxquelles ils tenteront de se soustraire en dévaluant leur monnaie ou en opposant de nouvelles entraves au mouvement des échanges. Nous allons tenter de déceler ici la part de probabilité que recèlent ces pronostics. Nous aurons ainsi l'occasion d'examiner dans quelle mesure les expériences et les moyens d'investigation dont nous disposons permettent d'établir des prévisions et la valeur qu'il convient de leur attribuer.

Les vues de Colin Clark

Clark fonde ses considérations sur les fluctuations des stocks (inventory cycles), dont les effets, en règle générale, sont corrigés assez rapidement — soit que ce phénomène demeure localisé, soit que ces fluctuations soient compensées par d'autres facteurs (dépenses de l'Etat, impôts). Mais lorsque ces corrections ne s'effectuent pas, ces fluctuations peuvent provoquer des réactions en chaîne et déclencher la réduction d'autres stocks. Clark compare la situation présente avec celle de 1929. Bien qu'il la juge meilleure, il est d'avis que seul un abaissement massif des charges fiscales au

cours de cet été peut prévenir un fort accroissement du chômage. A son avis, les réductions d'impôts décrétées par le gouvernement Eisenhower sont insuffisantes; elles devraient être nettement plus fortes et porter avant tout sur les impôts de consommation, une diminution dans ce secteur produisant des effets plus rapides qu'un allégement des impôts qui frappent les revenus ou les bénéfices. Quant au recul des recettes de l'Etat, il devrait être compensé non pas par une compression des dépenses, mais par un accroissement de la dette publique. Parallèlement, le crédit devrait être facilité. Si ces mesures étaient prises, on pourrait, selon Clark, renoncer à mettre en œuvre un plan de création de possibilités de travail, dont les effets n'apparaissent que trop lentement.

Il convient de relever ici la légèreté avec laquelle Clark donne à entendre que l'Europe pourrait recourir, pour se défendre contre les effets d'une crise américaine, à la dévaluation et aux protections douanières (la première étant tenue pour moins dangereuse que les secondes).

Depuis lors, nombre d'économistes américains se sont prononcés sur ces pronostics. Bien que la plupart d'entre eux aient repoussé les vues pessimistes de Clark, ils n'en ont pas moins conclu que le ralentissement qui caractérise actuellement l'économie américaine n'est pas seulement le signe d'un simple retour à la normale, que les Etats-Unis traversent effectivement une phase de dépression, mais modérée — une « récession ».

Avant de poursuivre notre analyse, tentons de répondre à cette question:

Quelle est la valeur des pronostics économiques?

Nous savons d'expérience combien, dans maints domaines, il est difficile et hasardeux de faire des pronostics. La *météorologie* n'est pas encore parvenue à prédire pour plus de vingt-quatre heures le temps qu'il fera. Et encore — bien que cette science soit fort ancienne et qu'elle dispose de moyens d'investigation aussi perfectionnés qu'étendus, que de multiples stations enregistrent jour et nuit les variations de courants atmosphériques — les erreurs ne sont pas exclues. Dans tous les cas, il ne viendrait à l'idée de personne d'exiger des météorologues des prévisions à longue échéance.

Passons à la médecine, une science vieille comme le monde. Certes, quand le médecin est en présence d'une maladie connue et abondamment étudiée, il peut en prévoir le déroulement probable. Il n'a cependant aucune lumière sur les nombreux facteurs psychiques ou physiques qui peuvent en influencer le cours. C'est pourquoi, en règle générale, il se prononce avec réserve.

Sur le *plan économique*, on a affaire aux actes et aux réactions d'hommes qui vivent en société, d'individus et de collectivités. Ces

actes et réactions sont encore plus difficiles à étudier que le mouvement des courants atmosphériques ou les accidents qui se produisent dans le corps humain. Il est vrai, en revanche, que les phénomènes économiques se déroulent à un rythme plus lent, si bien que des pronostics sont peut-être plus faciles qu'en météorologie ou qu'en médecine.

Il faut considérer aussi que l'analyse économique est relativement jeune. Certes, les physiocrates, puis Sismondi et surtout Marx se sont penchés sur les causes des crises économiques. Mais leur étude systématique date du XXe siècle. Le premier institut pour l'étude de la conjoncture a été ouvert en 1917 seulement aux Etats-Unis (Institut Harvard, Université de Cambridge, New-York). Depuis, les stations de « météorologie économique » se sont multipliées. On en compte bon nombre en Europe. Elles ne disposent cependant pas d'une longue expérience. En Suisse, une commission des recherches économiques a été instituée en 1932; elle se contente de publier tous les trois mois un bulletin de l'activité économique.

Ces quelques précisions doivent donc nous engager à accueillir avec quelque prudence les pronostics économiques. Nous n'aurons pas le mauvais esprit d'insister trop lourdement sur les prévisions que l'évolution a infirmées. Il suffit de songer à celles qui annonçaient que la seconde guerre mondiale serait suivie d'une brève période de boom, relayée par une grave dépression.

Pourquoi la crise prédite n'a-t-elle pas eu lieu?

En 1945, la situation était pourtant sensiblement la même qu'en 1919: la tâche consistait à rétablir les structures économiques que la guerre avait bouleversées; les énormes besoins des armées avaient provoqué un extraordinaire accroissement de la capacité de production; bien que les besoins fussent encore énormes (déficit de consommation, destructions), les pays qui étaient sortis appauvris du conflit ne disposaient pas d'un pouvoir d'achat suffisant pour les satisfaire.

Toutefois, les gouvernements des pays qui exercent une influence déterminante sur l'évolution économique adoptèrent un tout autre comportement qu'alors: au lendemain de la première guerre mondiale, l'Etat avait entièrement laissé à l'économie privée le soin d'assurer le passage de l'économie de guerre à l'économie de paix. La production baissa en flèche, le chômage fit tache d'huile, les prix s'effondrèrent, les salaires furent réduits. C'est à ce prix que les hommes et les nations payèrent l'application des recettes libérales du XIXe siècle. On céda aux mêmes erreurs en 1929 — jusqu'au moment où, en 1932, la victoire électorale de Roosevelt provoqua un changement radical de la politique économique des Etats-Unis.

De toute évidence, la répétition de ces erreurs était devenue impossible au lendemain de la seconde guerre mondiale. Ni les ouvriers ni les paysans n'en auraient toléré le retour. Si la catastrophe de 1921/1922 n'a pas été rééditée, c'est avant tout pour les trois raisons suivantes:

1° Les gouvernements ont pris des mesures énergiques pour *prévenir un effondrement des prix agricoles.* Les phénomènes inflationnistes se sont poursuivis aux Etats-Unis et dans d'autres pays, de sorte que le niveau des prix a continué de monter, encore qu'à un rythme moins rapide.

2° Les Etats-Unis ont été des vainqueurs aussi généreux qu'habiles. Ils n'ont exigé aucune contribution des vaincus; au contraire, ils ont largement financé la reconstruction des pays ravagés par la guerre, à quelque camp qu'ils appartiennent. L'exécution du *Plan Marshall* a permis un redressement rapide de l'Europe.

3° L'activité de l'industrie de guerre n'a subi qu'un faible coup de frein. En effet, peu après la fin de la guerre, il est apparu que la conclusion d'une paix durable n'était pas possible. La *course aux armements* a repris très rapidement.

Ces faits, entièrement nouveaux, expliquent pourquoi la « crise d'après-guerre » n'a pas eu lieu. Et pourtant, les prédictions des économistes n'étaient pas entièrement erronées. De 1948 au début de 1950, l'activité économique a sensiblement fléchi aux Etats-Unis et près de quatre millions de travailleurs ont été victimes du chômage. La Suisse n'a pas subi le contrecoup de cette dépression, pour des raisons que j'ai exposées dans un précédent article de la *Revue syndicale* (mars 1954). Au cours de la seconde moitié de 1950, le boom déclenché par la guerre de Corée a effacé toutes les traces de dépression. Depuis un an cependant, de nouveaux signes de faiblesse sont apparents; les prix ont tendance à baisser et les stocks à diminuer.

L'état présent de l'économie mondiale

Aux *Etats-Unis* — dont la situation économique exerce une influence prépondérante sur celle des pays avec lesquels ils sont liés par des courants d'échanges — l'activité économique n'a cessé de s'intensifier du début de la guerre de Corée au début du printemps 1953. Depuis lors, la *régression* est constante; elle n'a cessé de s'accentuer jusqu'à ces derniers mois.

Ce phénomène s'est manifesté tout d'abord dans les industries qui fabriquent des biens de consommation durables (appareils de télévision, armoires frigorifiques, machines à laver, etc.), la demande ne parvenant plus à suivre l'expansion de la production. La fabrication d'automobiles a été freinée, l'offre de voitures ancien modèle

étant encore surabondante. Dans quelques-unes de ces branches, le recul de la production industrielle a atteint et même dépassé 20%. Dans l'ensemble, elle a baissé de 10% en moyenne, ce qui est considérable. Au cours des derniers mois, l'industrie de l'acier — la plus importante des activités du secteur des matières premières — a utilisé sa capacité de production à raison de 70% seulement (alors qu'elle était pleinement occupée précédemment). En revanche, le degré d'occupation demeure très élevé dans le bâtiment — où l'évolution suit généralement à plus ou moins longue échéance l'évolution de l'industrie. Depuis l'automne dernier, le nombre des chômeurs — qui n'est jamais tombé au-dessous d'un million même dans les meilleures années — s'est fortement accru. Il s'inscrivait à 3,7 millions en mars, ce qui représente 6% de l'ensemble des personnes occupées. En Suisse, un chômage d'une telle ampleur serait le signe d'une grave crise. On constate que le Gouvernement américain ne le tient pas encore pour alarmant. En avril, sous l'effet d'influences saisonnières avant tout, l'effectif des chômeurs a légèrement diminué (3,46 millions), avant tout dans le bâtiment; dans l'industrie, en revanche, la stagnation se poursuit.

Jusqu'à maintenant, l'économie européenne ne s'est guère ressentie de la « récession » américaine. Au contraire, la situation s'est même légèrement améliorée en Grande-Bretagne, en France et dans d'autres pays. En Allemagne occidentale, le redressement économique qui a fait l'étonnement du monde se poursuit, encore qu'à une cadence moins rapide. Le volume du commerce international a augmenté; les difficultés de payement que rencontrent encore nombre d'Etats continuent d'entraver le développement des échanges.

Comment apprécier les perspectives qui s'ouvrent?

Il faut tout d'abord se persuader que les moyens d'investigation dont nous disposons ne nous permettent pas d'apprécier avec certitude l'évolution économique. Les constatations et expériences faites antérieurement n'autorisent pas des pronostics sûrs, notamment parce que nous ne connaissons pas les éléments qui exerceront, demain, une influence déterminante sur le cours de la conjoncture.

En particulier, nous ne savons pas quelle mesure le Gouvernement des Etats-Unis prendra pour lutter contre une crise. L'évolution sera commandée largement par l'aménagement de sa *politique économique et financière* (subventions destinées à soutenir les prix, constitution de stocks, impôts, dépenses d'armement, etc.). On ne sait pas davantage comment se comporteront les entrepreneurs privés et le public, en d'autres termes on ignore tout de la météorologie du « climat » économique. Jusqu'à maintenant, ce climat a été optimiste, en bourse notamment, où les cours des actions ont atteint des chiffres record (ce que la baisse des taux d'intérêt explique en par-

tie). Enfin, les événements politiques et les fluctuations des tensions internationales demeurent imprévisibles.

Dans ces conditions, il est fort hasardeux de faire des pronostics portant sur plus de six mois. Les expériences faites jusqu'à maintenant nous ont appris que chaque crise économique présente des signes particuliers qui la distinguent de celles qui l'ont précédée. On sait aussi qu'une dépression ne se manifeste pas de la même manière dans tous les pays. Je me bornerai donc à déceler les symptômes qui paraissent annoncer une crise grave, mais en montrant, d'autre part, les facteurs de nature à empêcher l'irruption.

Les symptômes de crise

Certes, l'armistice coréen n'a pas arrêté la course aux armements, mais il l'a ralentie. Les programmes militaires seront encore réduits et il en résultera des difficultés d'adaptation pour diverses industries. En outre, le gouvernement républicain a annoncé des économies massives — de l'ordre de 12 milliards de dollars au cours du prochain exercice fiscal. Cette réduction des dépenses est propre à accentuer la dépression, à tout le moins à neutraliser les effets de l'abaissement des charges fiscales. La légère impulsion que la politique financière de l'Etat a donnée à l'activité économique au cours des dernières années prendra fin.

La production de matières premières et de denrées alimentaires a été accrue dans une mesure telle que la pléthore menace dès que l'accumulation de stocks est interrompue. La situation est déjà critique pour nombre de produits agricoles; les stocks de blé, de tabac, de coton, de produits laitiers sont énormes. Cette situation — semblable à celle que nous enregistrons — confirme que la garantie des prix, sous peine d'aboutir à un chaos, doit avoir pour corollaire une réglementation de la production.

Cette longue phase de prospérité, en particulier en raison des possibilités de gain qu'elle offrait, a été accompagnée d'une forte expansion de l'appareil de production. Les investissements et la capacité de production ont augmenté plus fortement que le pouvoir d'achat des masses. On note aujourd'hui une surproduction — ou une sous-consommation — de biens durables. La nécessaire « normalisation » des investissements provoquera à son tour des perturbations.

Parallèlement, toutefois, agissent des

facteurs de redressement.

Une différence essentielle subsiste entre la situation enregistrée au lendemain de la première guerre mondiale et celle d'aujourd'hui.

Il n'est pas question de désarmement et il n'est pas exclu que la guerre froide, qui continue, ne donne de nouveaux élans à la course aux armements et ne provoque de nouveaux achats destinés à alimenter les stocks.

En outre, on peut tenir pour certain que tout recours à la politique de déflation amorcée par les crises de 1920/1921 et 1930 à 1932 est exclu. Certes, le Gouvernement américain a donné à entendre, conformément aux principes libéraux que les républicains ont affirmé au cours de la campagne électorale, que les prix agricoles devaient être plus ou moins adaptés à la situation du marché. Mais on peut tenir pour acquis qu'il ne se hasardera pas à réduire de manière sensible les revenus des producteurs; il sait bien qu'une telle mesure lui ferait perdre, lors des élections d'automne, la majorité dont il dispose au Congrès; ses positions sont déjà suffisamment menacées. Il ne se prêtera pas davantage à une baisse des salaires.

En outre, par rapport aux deux crises de l'entre-deux-guerres, la situation est plus favorable en ce sens que le revenu national est mieux réparti qu'alors. Les Etats-Unis ont créé dans l'intervalle une assurance-chômage et une assurance-vieillesse; bien qu'elles ne soient cependant pas encore généralisées et que leurs prestations laissent à désirer, elles n'en contribueront pas moins, en temps de crise, à rendre plus efficaces les efforts qui seront déployés pour stabiliser le pouvoir d'achat.

Enfin, l'économie européenne paraît être moins vulnérable qu'au cours des années trente, alors qu'une crise générale du crédit et des monnaies aggravait la situation. Evidemment, si les pays européens, pour parer à une dépression, suivaient les conseils de Clark et procédaient à des réactions en chaîne, nous aurions rapidement le chaos.

En bref, on peut constater que la récession américaine n'est pas seulement, comme on le donne à entendre dans les milieux officiels, une conséquence de la réduction des stocks: il s'agit bel et bien d'une dépression, qui reflète un inquiétant *déséquilibre entre la production et la consommation.* Il faudra du temps jusqu'à ce que l'équilibre soit rétabli. Quoi qu'il en soit, si l'on s'abstient de recourir à des mesures déflationnistes, il est peu probable que cette récession prenne la gravité des crises antérieures. L'évolution économique ultérieure sera déterminée essentiellement par

la politique économique du Gouvernement américain.

Jusqu'à maintenant, il n'a pas pris la situation très au sérieux. Pour agir, il a voulu attendre le printemps, dans l'espoir que la dépression se résorberait alors d'elle-même. La reprise n'est encore que peu marquée, de sorte que les syndicats américains exigent du

gouvernement qu'il intervienne énergiquement pour créer des possibilité de travail et réduire le chômage. L'administration républicaine a pris jusqu'à aujourd'hui deux sortes de mesures:

Les unes tendent à *faciliter le crédit.* Les banques d'émission ont diminué leur taux d'intérêt. Le montant des réserves obligatoires des banques privées a été abaissé et l'achat d'obligations d'Etat a contribué à accroître la liquidité sur le marché de l'argent et des capitaux. En outre, au début de l'année, le gouvernement a légèrement *réduit les charges fiscales.* De l'avis de C. Clark, cette réduction devrait être à tout le moins quatre fois plus forte (20 milliards de dollars); elle ne devrait, évidemment, pas être neutralisée par des mesures d'économie; ces allégements fiscaux devraient avoir pour seul objet d'accroître la consommation.

La politique de soutien des prix agricoles sera vraisemblablement poursuivie, encore que l'on ne distingue pas de quelle manière le gouvernement maîtrisera le flot montant des excédents s'il ne réglemente pas parallèlement la production. Deux solutions s'offrent: distribuer ces stocks gratuitement ou les détruire. Jusqu'à maintenant, en revanche, l'administration républicaine a refusé de s'engager dans la voie de la création de possibilités de travail.

Comme nous l'avons vu, Clark entend renoncer à la création de possibilités de travail, dans laquelle il voit un remède démodé (« old-fashioned remedy »); il a raison sur un seul point: le remède n'a pas un effet immédiat. Au début d'une crise, certaines mesures dans les domaines du crédit et de la politique fiscale (impôts de consommation) sont susceptibles d'agir rapidement. Mais lorsque la crise bat son plein et que le chômage est déjà considérable, ces moyens ne sont pas assez vigoureux. En effet, alors que la consommation diminue, personne n'a envie de construire des fabriques, même si les capitaux nécessaires peuvent être obtenus à bon compte et si les impôts sont bas. L'Etat doit donc compenser le recul des investissements privés, soit en passant des commandes, soit en subventionnant des travaux privés.

Quoi qu'il en soit, une chose est certaine: devant les crises, les hommes ne sont pas impuissants comme ils le sont devant les catastrophes naturelles. On sait aujourd'hui que les collectivités disposent de nombreux moyens de prévenir et de combattre les crises. Toutefois, s'ils sont relativement bien connus, ils ne sont encore qu'insuffisamment expérimentés. Il convient donc de ne les manier qu'avec prudence, ce qui ne veut pas dire qu'il ne faille rien entreprendre. L'évolution économique — en Europe également — doit être suivie et étudiée de la manière la plus attentive et il faut procéder à temps à tous les préparatifs nécessaires afin d'être prêt à intervenir au moment opportun, soit pour prévenir, soit pour guérir.